

L'agriculteur aussi est concerné...

Une réflexion sur la réorientation des modes de consommation ne peut se construire sans évaluer le rôle des producteurs, en particulier ceux de l'agro-alimentaire, et les coopérations que ceux-ci peuvent établir ou ont commencé à établir avec les consommateurs.

L'interrogation sur la « qualité sociétale » de l'agriculture et de ses productions alimentaires pénètre aujourd'hui, à des degrés divers, le milieu agricole. Parmi d'autres, ou plus que d'autres, elle concerne l'association d'agriculteurs Terre ferme, qui définit ainsi sa ligne d'action : « Faire de l'économie agricole un facteur de développement durable » (1).

Devant l'évolution actuelle, la société regarde son agriculture et ses agriculteurs de façon inquiète. Longtemps relégué aux oubliettes d'une campagne désertifiée, depuis que le pain quotidien est assuré de façon plus que nécessaire, le paysan a fait son chemin : soumis aux terroirs, parfois pesants de contraintes et de traditions, il a relevé l'échine trop courbée pour devenir dans un premier temps agriculteur, porteur de son propre développement et de celui des territoires. Il était alors missionné par une société soucieuse de son ravitaillement indispensable à son projet de modernisation. Mais depuis, il se nomme lui-même « exploitant agricole », comme s'il exploitait une carrière, en puisant dans les ressources d'un lieu sans restituer la fertilité pour l'avenir. Cette exploitation conduit aux aberrantes énormités agroalimentaires que l'on connaît, le bon sens paysan ayant disparu (nourrir des ruminants avec de la viande !), probablement séquestré dans les coffres d'un quelconque Crédit Agricole.

réfuser la déconnexion entre production et territoire

Cette brève histoire est celle d'une séparation dramatique : des marchandises agricoles sont produites, déconnectées des besoins du territoire, du

paysage. Leur valeur marchande n'a rien à voir avec les moyens nécessaires à leur production ; et produire plus efficacement, sous la pression d'une économie de dévalorisation, entraîne dans une spirale où la perte de vue globale est totale, le court terme étant la règle. Car l'agriculture produit des denrées, bien sûr, mais aussi du paysage. Si on ne lui demande que des denrées, le paysage disparaît. Or la compétence même de l'agriculteur devrait être sa capacité à produire, nourrir les citoyens, sans hypothéquer l'avenir, la pérennité, la durabilité qu'est le paysage vivant.

Maintenant, la déconfiture agricole est totale : les agriculteurs sont subventionnés car les prix ne permettent pas de vivre de la production. Cette situation, loin de remettre en cause les certitudes de l'agriculture dominante, conforte l'« exploitation » agricole générale, la non durabilité. La dégradation de l'environnement, inhérente à ce développement agricole, doit être prise en charge par ailleurs, assortie de subventions également : dépollution, primes à l'extensification, etc. On en rajoute dans les deux plateaux de la balance (de façon bien inégale, il faut bien le dire : en Bretagne, les mesures agro-environnementales représentent moins de subventions que les seules primes maïs dont la culture est très polluante car intensive). La décon-

(1) Terre ferme, Le Poirier, 71250 Donzy-le-National.

nexion entre territoire, paysage et agriculture est telle que l'on propose aujourd'hui aux agriculteurs des contrats rémunérés (Contrats Territoriaux d'Exploitation) pour être un peu plus respectueux de l'intérêt général et prendre en compte l'environnement.

Tout ce processus de séparation est entretenu par les divergences d'intérêts qui paradoxalement se confortent entre eux au détriment d'un consensus. Il est alors plus facilement envisageable de gérer cette situation en voulant limiter les dégâts que de renverser la vapeur. Mais comment l'économie peut-elle être un facteur de reconnections, de durabilité ? Comment marchandise et paysage peuvent-ils à nouveau se réconcilier ? Des marchandises créatrices de paysage, et des paysages creusets de production agricole... Rendre à l'exploitant sa fonction de paysan, lui permettre d'exercer en toute compétence, hors des exigences unilatérales de la rentabilité à court terme.

L'expérience de l'association Max Havelaar est une tentative dans ce sens : des agriculteurs, des torréfacteurs, des distributeurs et des consommateurs s'«associent» économiquement pour permettre une production de café qui soit respectueuse d'un contexte social et environnemental. Les réciprocity dans l'économie sont mises à jour, et le partage de valeurs communes guide consciemment les choix d'achat et de vente.

Rencontrer la société

Chaque fois que des hommes se rencontrent, ils ont l'occasion de se reconnaître mutuellement, et peuvent fonder sur cette reconnaissance des liens économiques durables qui prennent en compte les exigences de chacun comme de la collectivité. L'agriculture a besoin aujourd'hui de rencontrer la société de façon vraie, non pas pour se justifier de pratiques absurdes comme on le voit dans certaines campagnes de communications arrogantes, ni pour un mea culpa unilatéral, mais pour emmener avec elle les autres citoyens dans un geste de coresponsabilité ; cette nouvelle façon de se voir et de s'associer permet une confiance développée hors corporatismes. Elle rendra à l'agriculteur sa «liberté» de devenir compétent, et la possibilité de redevenir paysan, d'être agriculteur-citoyen.

Sur des valeurs partagées, reconnues, peuvent se fonder des partenariats qui utilisent et valorisent les compétences de chacun des agents économiques, depuis le producteur jusqu'au consommateur. Ainsi chacun peut devenir coresponsable d'un développement global décidé et voulu au sein d'un continuum économique.

Pierre Dagallier
Association Terre ferme